

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/546
5 décembre 2003

(03-6535)

Conseil général
15, 16 et 18 décembre 2003

RÉGIME DES PENSIONS DE L'OMC

RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ DE GESTION

POUR L'EXERCICE SE TERMINANT

LE 31 DÉCEMBRE 2002¹

¹ Le présent rapport est publié conformément aux dispositions de l'article 5 du Statut du Régime des pensions.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
I. INTRODUCTION	3
II. STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS	3
III. RÉUNIONS DU COMITÉ DE GESTION	4
IV. PARTICIPATION AU RÉGIME DES PENSIONS	6
V. COMPTES	6
VI. SITUATION ACTUARIELLE DU RÉGIME	7
Rapport du vérificateur extérieur sur les comptes du Régime des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2002	8
Opinion du vérificateur extérieur concernant les comptes du Régime des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2002	10
ÉTAT N° 1 État des recettes et des dépenses	11
ÉTAT N° 2 Compte d'excédents	12
ÉTAT N° 3 Bilan	13
APPENDICE A Provenance et utilisation des fonds	14
APPENDICE B Rendement des portefeuilles en 2002	15
APPENDICE C Taux de change utilisés pour l'évaluation des avoirs en 2002	16
APPENDICE D Structure du régime des pensions de l'OMC	17
APPENDICE E Glossaire	18
ANNEXE 1 Principes en matière de placements	19
ANNEXE 2 Définition des principes comptables importants	20

I. INTRODUCTION

1. Le Régime des pensions de l'OMC a été établi le 1^{er} janvier 1999 lorsque le Conseil général a décidé, le 16 octobre 1998 (WT/L/282), que l'ICITO cesserait d'être affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies le 31 décembre 1998 et qu'il a adopté le Statut du Régime des pensions et le Règlement administratif du Régime des pensions.
2. Le 26 mars 1999, le Comité de gestion du Régime a été dûment constitué par le Conseil général, conformément aux dispositions de l'article 4 du Statut.
3. Le présent rapport, qui porte sur l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2002, a été établi par le Comité de gestion, conformément aux dispositions de l'article 5 du Statut du Régime des pensions, pour être présenté au Conseil général et aux participants au Régime. Les rapports annuels pour 1999, 2000 et 2001 sont reproduits dans les documents WT/GC/W/426, WT/GC/W/463 et WT/L/497, respectivement. Tous les participants recevront un état individuel de leur compte avec le rapport annuel.

II. STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS

4. a) Comité de gestion

Le 31 décembre 2002, le Comité de gestion était composé comme suit:

Ambassadeur Mary Whelan, Présidente			
M. Andrew Johnston	Membres élus par le Conseil général	M. Jean-Pierre Lapalme	Membres désignés par le Directeur général
M. Iba Mar Oulare		M. Hector Millan	
Mme Andréa Saldanha da Gama Watson		M. Anthony Mistri	
M. Terry Collins-Williams		M. Paul Rolian	
Vacant	Suppléants élus par le Conseil général	M. Jacques Chabert	Suppléants désignés par le Directeur général
M. Jean-Marc Mignon		Mme Monette David	
M. Xiaodong Wang		M. Zdenek Drabek	
Mme Lai-Peng Yap		M. Jan-Eirik Sørensen	

- b) Comité des placements

M. Kurt Feller
M. Boudwijn S.M. G. Schoen
M. Hans R. Spillmann

- c) Secrétaire

Robert Luther

- Service d'appui

Jean-Pierre Helary
Christine Dresti

- d) Actuaire-conseil

Cameron Hannah (Mercer HR Consulting S.A.)

- e) Conseiller médical
Dr H. Celton, Directeur, Service médical commun des Nations Unies
- f) Dépositaire central des avoirs
The Northern Trust Company
- g) Gestionnaires de fonds
Barclays Global Investors (BGI) (portefeuille passif)²
ING Investment Management (portefeuille actif)³
Wellington Management International (portefeuille actif)
Pictet & Cie (compte du marché monétaire)
- h) Vérificateur extérieur des comptes
M. Franz Fiedler (Président de la Cour des comptes autrichienne)

5. On trouvera un organigramme à l'Appendice D.

III. RÉUNIONS DU COMITÉ DE GESTION

- 6. Le Comité de gestion a tenu quatre réunions en 2002. Ces réunions ont eu lieu le 25 février, le 1^{er} août, le 3 septembre et le 18 novembre 2002. L'ordre du jour de ces réunions comprenait un point permanent: l'analyse du rendement des placements. Les autres questions examinées en 2002 ont été l'établissement d'un Comité des placements, l'examen de la stratégie de placement, l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2002, la conclusion d'accords de transfert et la sous-traitance des services d'appui spécialisés. Ces questions sont exposées plus en détail ci-après.
- 7. Des rapports de situation ont été distribués régulièrement aux participants au Régime.

Analyse du rendement des placements

- 8. Ainsi qu'il est prescrit à l'article 5 d) iv) du Statut du régime, un exposé des principes en matière de placements actuellement suivis par le Comité de gestion est reproduit à l'annexe 1.
- 9. Des rapports sur le rendement des placements ont été présentés au Comité de gestion à chaque réunion. En août 2002, le Comité de gestion a décidé compte tenu de la situation défavorable persistante sur le marché des actions de transférer toutes les nouvelles cotisations sur un compte du marché monétaire en francs suisses ouvert auprès de Pictet.
- 10. En novembre 2002, des représentants d'IGN ont assisté à une réunion du Comité de gestion pour présenter un rapport de situation.
- 11. Les rendements des portefeuilles passifs gérés par BGI, des portefeuilles actifs gérés par ING et Wellington et du compte du marché monétaire géré par Pictet au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2002 sont récapitulés à l'Appendice B.

² Un gestionnaire de fonds "passif" gère un portefeuille en liant les placements à un indice donné, de manière à ce que la valeur du portefeuille évolue en fonction de cet indice.

³ Un gestionnaire de fonds "actif" gère un portefeuille en effectuant des placements de manière à obtenir avec le temps des rendements supérieurs à un point (indice) de référence.

12. Le Régime a obtenu un taux de rendement nominal de -18,31 pour cent, correspondant à un taux de rendement réel de -19,21 pour cent après déduction de la hausse de 0,90 pour cent de l'indice suisse du coût de la vie en 2002. Ce résultat était lié à la morosité persistante des marchés boursiers mondiaux en 2002. Il est rappelé que l'objectif à long terme du Régime est un taux de rendement réel de 3,5 pour cent.

Établissement d'un Comité des placements

13. En février 2002, le Comité de gestion a nommé MM. Feller, Schoen et Spillmann membres du Comité des placements⁴, le Président du Comité de gestion et le Secrétaire du Régime assistant aux réunions en qualité d'observateur. Le Comité des placements a conseillé le Comité de gestion sur la stratégie de placement et les mandats de placement correspondants, a examiné les résultats des gestionnaires de fonds et évalué la manière dont ils s'acquittaient de leurs mandats respectifs, et a présenté un rapport au Comité de gestion à intervalles réguliers.
14. Le Comité des placements s'est réuni seul et avec le Comité de gestion pour entreprendre l'examen de la stratégie de placement.
15. Le Comité de gestion a poursuivi ses délibérations sur l'octroi du statut d'observateur à un représentant des participants au sein du Comité des placements.

Évaluation actuarielle au 31 décembre 2001

16. Ainsi qu'il est prescrit à l'article 9 a) du Statut, il a été procédé au cours de l'année à la première évaluation actuarielle triennale du Régime. Les principales conclusions de l'actuaire-conseil ont été qu'il avait eu un accroissement important des engagements du Régime en raison de l'augmentation du nombre d'actifs et que le rendement des placements n'avait pas répondu aux attentes, en particulier en 2001. Le faible rendement des placements avait eu pour effet d'accroître le taux de cotisation normal, alors que l'augmentation des actifs avait eu pour effet de diminuer légèrement ce taux.
17. Le Comité de gestion a approuvé la recommandation de l'actuaire-conseil visant à maintenir le taux de cotisation à 22,5 pour cent, sous réserve de la nécessité de procéder à un contrôle annuel, si le rendement des avoirs continuait d'être en deçà des attentes.

Accords de transfert

18. Après l'approbation, en 2001, par le Comité de gestion et le Conseil général d'un accord de transfert avec l'Organisation de coopération et de développement économiques, d'autres accords ont été élaborés avec les autres organisations coordonnées, à savoir l'Agence spatiale européenne, le Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme, le Conseil de l'Europe, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Union de l'Europe occidentale. Ces accords ont été approuvés par le Comité de gestion et le Conseil général au cours de l'année.
19. Le Secrétaire a aussi eu des contacts avec ses homologues du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale en vue d'établir des accords de transfert avec les régimes de ces organisations.

Sous-traitance des services d'appui spécialisés à Trianon Conseils SA, Lutry (Suisse)

20. L'interface avec le système d'établissement des états de paie et l'historicisation des données individuelles ont été achevées pendant l'année. La configuration du logiciel de Trianon pour intégrer les paramètres du Régime a aussi été achevée à la fin de l'année. Comme prévu par le contrat, Trianon a établi les comptes pour 2002. La liaison avec Trianon est devenue pleinement opérationnelle au début de 2003.

⁴ M. Spillmann a par la suite démissionné du Comité des placements, le 18 décembre 2002.

IV. PARTICIPATION AU RÉGIME DES PENSIONS

21. Le tableau ci-après illustre l'évolution du nombre des participants et des bénéficiaires au cours de 2002.

Participants au Régime des pensions en 2002

Total au 1^{er} janvier 2002	618
Entrées et sorties en 2002	
- adhésions	105
- sorties	57
Total au 31 décembre 2002	666
Ventilation des sorties en 2002	
- retraite	4
- retraite anticipée	6
- retraite différée	1
- versement de départ au titre de la liquidation des droits	29
- pension d'invalidité partielle	2
- transfert à la CCPNU	1
- ajournement de la décision	14

Bénéficiaires du Régime des pensions au 31 décembre 2002

Type de prestation	Au 31 décembre 2001	Nouveaux bénéficiaires en 2002	Au 31 décembre 2002
Retraite	5	4	9
Retraite anticipée	9	6	15
Retraite différée	3 ⁵	1	4
Pension d'invalidité partielle		2	2
Nombre total de prestations	17	13	30

V. COMPTES

22. On trouvera à l'annexe 2 une définition des principes comptables importants.
23. L'état des recettes et dépenses pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2002 et le compte d'excédents au 31 décembre 2002 sont reproduits dans les états n° 1 et 2, respectivement.
24. Le bilan au 31 décembre 2002 est reproduit dans l'état n° 3.
25. La provenance et l'utilisation des fonds au cours de l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2002 sont indiquées dans l'Appendice A.
26. On trouvera dans l'Appendice E un glossaire permettant de mieux comprendre les tableaux.

⁵ Un bénéficiaire n'a pas été pris en compte dans le rapport annuel pour 2001.

VI. SITUATION ACTUARIELLE DU RÉGIME

27. L'actuaire-conseil auprès du Régime des pensions de l'OMC a achevé une évaluation actuarielle intérimaire du Régime des pensions de l'OMC au 31 décembre 2002, qui était fondée sur l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2001 ajustée en fonction de données groupées sur la participation fournies par le Secrétariat. L'actuaire-conseil a conclu que la situation actuarielle du Régime s'était détériorée par rapport à la situation au 31 décembre 2001, ce qui était principalement dû au très faible rendement des placements en 2002. Le Régime devant être, de par sa nature, envisagé dans le long terme, l'actuaire-conseil a recommandé que les cotisations et les prestations restent inchangées. Il faudrait continuer de suivre la situation de près.

(Signé)

S.E. M. Stefán Jóhannesson
Président
Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC

(Signé)

Robert Luther
Secrétaire
Régime des pensions de l'OMC

**Rapport du vérificateur extérieur sur les comptes du Régime des pensions
de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2002**

Conformément à la règle C.1 du Règlement intérieur du Comité de gestion, le vérificateur extérieur des comptes de l'OMC est également le vérificateur extérieur des comptes du Régime des pensions de l'OMC. La Cour des comptes autrichienne a été désignée pour être le vérificateur extérieur des comptes de l'OMC et du Régime des pensions de l'OMC pour les exercices financiers de 2002 à 2006.

La persistance d'une conjoncture économique négative en 2002 a provoqué une nouvelle baisse du rendement des placements du Régime des pensions. Contrairement aux deux premières années d'existence du Régime des pensions (1999 et 2000), les exercices 2001 et 2002 ont tous deux enregistré, à la clôture, un rendement négatif des placements.

Gestion financière du Régime

Comité de gestion

Le vérificateur a fait remarquer que c'était au Comité de gestion qu'il incombait en dernier ressort d'assurer l'équilibre du Régime des pensions. Ce point était particulièrement important en ce qui concerne 2002, année où le taux réel de rendement avait été de -19,21 pour cent, ce qui avait fait passer la valeur des avoirs de 183 154 014 francs suisses (au 1^{er} janvier 2002) à 163 368 411 francs suisses (au 31 décembre 2002), soit une baisse de 19 785 603 francs suisses.

Le vérificateur a recommandé de continuer à procéder à des contrôles approfondis de la valeur des avoirs d'une manière régulière et à court terme pour que toute nouvelle détérioration de la situation soit décelée en temps utile.

Dans ce contexte et compte tenu de l'expérience acquise dans d'autres régimes de pensions, des mesures anticipées et progressives peuvent être prises afin d'éviter l'application de mesures plus radicales à plus long terme.

Comité des placements

Conformément à l'article 7 du Statut du Régime des pensions de l'OMC, le Directeur général désigne des conseillers sur recommandation du Comité de gestion. Au début de 2002, un Comité des placements composé de trois experts extérieurs a été établi pour conseiller le Comité de gestion sur la stratégie de placement. À la fin de 2002, ou plutôt au début de 2003, deux membres du Comité des placements ont démissionné et le Comité a dans les faits cessé de fonctionner.

Au milieu de 2003, un membre a été informé⁶ par le Secrétaire sur instruction du Comité de gestion qu'"il ne serait plus fait appel à ses services au Comité des placements".

Règles de gestion financières et règlement financier

Le Statut du Régime des pensions de l'OMC ne fait référence à l'application d'aucune règle de gestion financière ni d'aucun règlement financier qui régirait le Régime. Le vérificateur des comptes a donc recommandé que les Règles de gestion financières et le Règlement financier de l'OMC s'appliquent, *mutatis mutandis*, au Régime, compte tenu en particulier du fait que:

- la comptabilité du Régime des pensions a été confiée à une tierce partie, et que
- selon la règle C.1 du Règlement intérieur, la vérification extérieure des comptes doit être effectuée conformément au Règlement financier de l'OMC.

⁶ Document WTO/P(03)21, 16 juin 2003.

Frais de fonctionnement

Conformément à l'article 5 f) du Statut du Régime des pensions de l'OMC, "toutes les dépenses afférentes à l'administration du Régime ... sont à la charge du Régime". Une réserve pour frais de fonctionnement a été constituée en 1999 et elle est créditée chaque année d'un montant de 250 000 francs suisses, ce qui la porte à 1 000 000 de francs suisses en 2002.

Aucun montant n'a jusqu'ici été débité par l'OMC. Le vérificateur extérieur des comptes recommande donc que la réserve soit liquidée ou, à défaut, maintenue à un niveau correspondant à une année de frais de fonctionnement.

Administration du Régime

Conformément à l'article 5 d) iv) du Statut du Régime des pensions de l'OMC, "un exposé des principes en matière de placements suivis par le Comité de gestion, ..." doit être présenté au Conseil général de l'OMC et aux participants au Régime. Cet exposé, reproduit à l'annexe 1, reprend les documents WTOPP(99)14⁷ et WTOPP(99)26 Rev.2.⁸

Le vérificateur extérieur des comptes recommande que les principes en matière de placements gouvernant le Régime des pensions de l'OMC fassent l'objet d'un examen au Comité de gestion trois ans après leur approbation, compte tenu également de la tendance négative enregistrée pendant les exercices 2001 et 2002.

(Signé)

Franz Fiedler
Président de la Cour des comptes autrichienne

⁷ ECOFIN Investment Consulting AG, Zurich (Suisse): "Investment Strategy for WTO Pension Plan, 28 April 1999".

⁸ Régime des pensions de l'OMC, Comité de gestion, Projet de compte rendu de la sixième réunion tenue le 29 juin 1999, paragraphe 18: "approbation de la structure des mandats pour la mise en œuvre de la stratégie à long terme".

**Opinion du vérificateur extérieur concernant les comptes du Régime
des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2002**

Les représentants de la Cour des comptes autrichienne ont examiné les états financiers ci-annexés figurant dans le Rapport annuel pour 2002 (états n° 1 à 3, Appendices A, B et C et annexes 1 et 2) du Régime des pensions de l'OMC pour l'exercice clos le 31 décembre 2002. À la suite de cet examen, ils estiment que ces états, qui ont été établis conformément aux principes comptables énoncés à l'annexe 2 du Rapport annuel pour 2002 et appliqués sur une base comparable à celle de l'exercice précédent, rendent compte correctement de la situation financière du Régime des pensions de l'OMC au 31 décembre 2002 et des opérations effectuées pendant 2002.

La comptabilité du Régime des pensions de l'OMC a été confiée à la société Trianon⁹, qui a établi les comptes pour 2002. Trianon a fourni le rapport de son vérificateur extérieur des comptes, y compris les états financiers pour l'année 2001, à titre d'information. Elle a aussi communiqué les opérations comptables pour l'année 2002 aux représentants de la Cour des comptes autrichienne pour examen. Cet examen a consisté à procéder à une analyse générale des procédures comptables et aux vérifications par sondage des états comptables et autres pièces justificatives qui étaient réalisables en l'occurrence.

(Signé)

Franz Fiedler
Président de la Cour des comptes autrichienne

..... 2003

⁹ Trianon Conseils SA, Lutry, Suisse.

État des recettes et des dépenses (en francs suisses)					
Dépenses	au 31 décembre 2002	au 31 décembre 2001	Recettes	au 31 décembre 2002	au 31 décembre 2001
<u>Prestations</u>			<u>Cotisations</u>		
<u>Somme en capital</u>			Participants	6 387 831	5 890 159
Versement de départ au titre de la liquidation des droits - article 26	796 844	607 959	Organisation	12 775 658	11 779 487
Conversion - articles 23 c) et 24 c)	1 777 366	1 747 638	Transfert d'autres organisations	19 775	-
Transfert à d'autres organisations	57 818	-	Intérêt sur les validations	91	349
	2 632 028	2 355 597		19 183 355	17 669 995
<u>Prestations périodiques</u>			<u>Revenu de placements</u>		
Pension de retraite - article 23	354 066	224 868	Intérêt des comptes courants	3 746	12 241
Pension de retraite anticipée - article 24	684 878	270 966	Intérêt des comptes de dépôt	-	2 551
Pension d'invalidité partielle - article 28	45 627	-		3 746	14 792
Pension d'enfant - article 30	-	972		-	28 429
	1 084 571	496 806	<i>Autres recettes</i>		
<u>Frais de placement et autres frais administratifs</u>					
Moins-value des valeurs mobilières	34 306 761	19 183 266			
Réévaluation des valeurs mobilières	-	3 707 039			
Réévaluation monétaire	6 916	63 558			
Frais bancaires	641	1 011			
Frais de vérification	14 900	10 000			
Frais de gestion	616 567	620 569			
Frais actuariels	105 850	32 760			
Frais administratifs	40 175	50 000			
	35 091 810	23 668 203	<i>Excédent des dépenses sur les recettes</i>	19 621 308	8 807 390
	38 808 409	26 520 606		38 808 409	26 520 606

(Signé)

S.E. M. Stefán Jóhannesson
Président
Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC

(Signé)

Robert Luther
Secrétaire
Régime des pensions de l'OMC

ÉTAT N° 2

Compte d'excédents (en francs suisses)					
Débit	au 31 décembre 2002	au 31 décembre 2001	Crédit	au 31 décembre 2002	au 31 décembre 2001
Excédent des dépenses sur les recettes	19 621 308	8 807 390	Dissolution pour écart de réévaluation		5 029 727
		-			-
Provision pour frais administratifs	250 000	250 000	Perte	19 871 308	4 027 663
	19 871 308	9 057 390		19 871 308	9 057 390

(Signé)

S.E. M. Stefán Jóhannesson
Président
Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC

(Signé)

Robert Luther
Secrétaire
Régime des pensions de l'OMC

ÉTAT N° 3

Bilan (en francs suisses)					
Avoirs	au 31 décembre 2002	au 31 décembre 2001	Engagements	au 31 décembre 2002	au 31 décembre 2001
Valeurs mobilières	162 683 346	182 972 742	Capital 1.1	181 724 868	185 752 531
Comptes courants	679 602	176 094			
	163 362 948	183 148 836			
<u>Éléments d'actif à court terme</u>			<u>Fonds de réserve</u>		
Impôt à la source récupérable	1 311	5 177	Frais de fonctionnement	1 000 000	750 000
Intérêts courus	3 240	-	<u>Engagements à court terme</u>		
Cotisations à recevoir	911	-	Prestations à verser aux participants	-	455 945
			Cotisations exigibles	-	319
			Charges à payer	514 850	222 881
	5 462	5 177		514 850	679 145
Perte	19 871 308	4 027 663			
	183 239 718	187 181 676		183 239 718	187 181 676

(Signé)

S.E. M. Stefán Jóhannesson
Président
Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC

(Signé)

Robert Luther
Secrétaire
Régime des pensions de l'OMC

APPENDICE A

Provenance et utilisation des fonds (en francs suisses)		
<i>Provenance</i>	1 ^{er} .1.2002-31.12.2002	1 ^{er} .1.2001-31.12.2001
Fonds au 1 ^{er} janvier	183 154 014	194 959 947
Cotisations	19 183 355	17 669 995
Accroissement des engagements à court terme	-	466 806
Autres recettes	-	28 429
	202 337 369	213 125 177
Moins:		
<i>Utilisation</i>		
Pertes sur placements	34 309 931	17 909 344
Règlement de prestations	3 716 599	2 852 403
Dépenses	778 133	964 340
Diminution des engagements à court terme	164 295	-
Moins-value des fonds de réserve	-	8 245 076
	38 968 958	29 971 163
Fonds au 31 décembre	163 368 411	183 154 014

APPENDICE B

RENDEMENT DES PORTEFEUILLES EN 2002			
Portefeuille	Valeur marchande au 31 décembre 2002 (en francs suisses)	Rendement du portefeuille en 2002	Évolution des points de référence en 2002
Obligations suisses (BGI)	37 754 319	9,51%	10,23%
Obligations internationales hors Suisse (BGI)	34 462 680	-0,65%	-0,53%
Actions suisses (BGI)	18 452 054	-24,58%	-25,12%
Actions européennes hors Suisse (BGI)	16 389 477	-32,24%	-33,09%
Actions internationales hors Suisse (ING)	19 014 865	-34,57%	-33,25%
Actions internationales hors Suisse (Wellington)	30 705 753	-32,79%	-33,25%
Fonds monétaire en francs suisses (Pictet)	5 904 198	0,12% *	n.d.

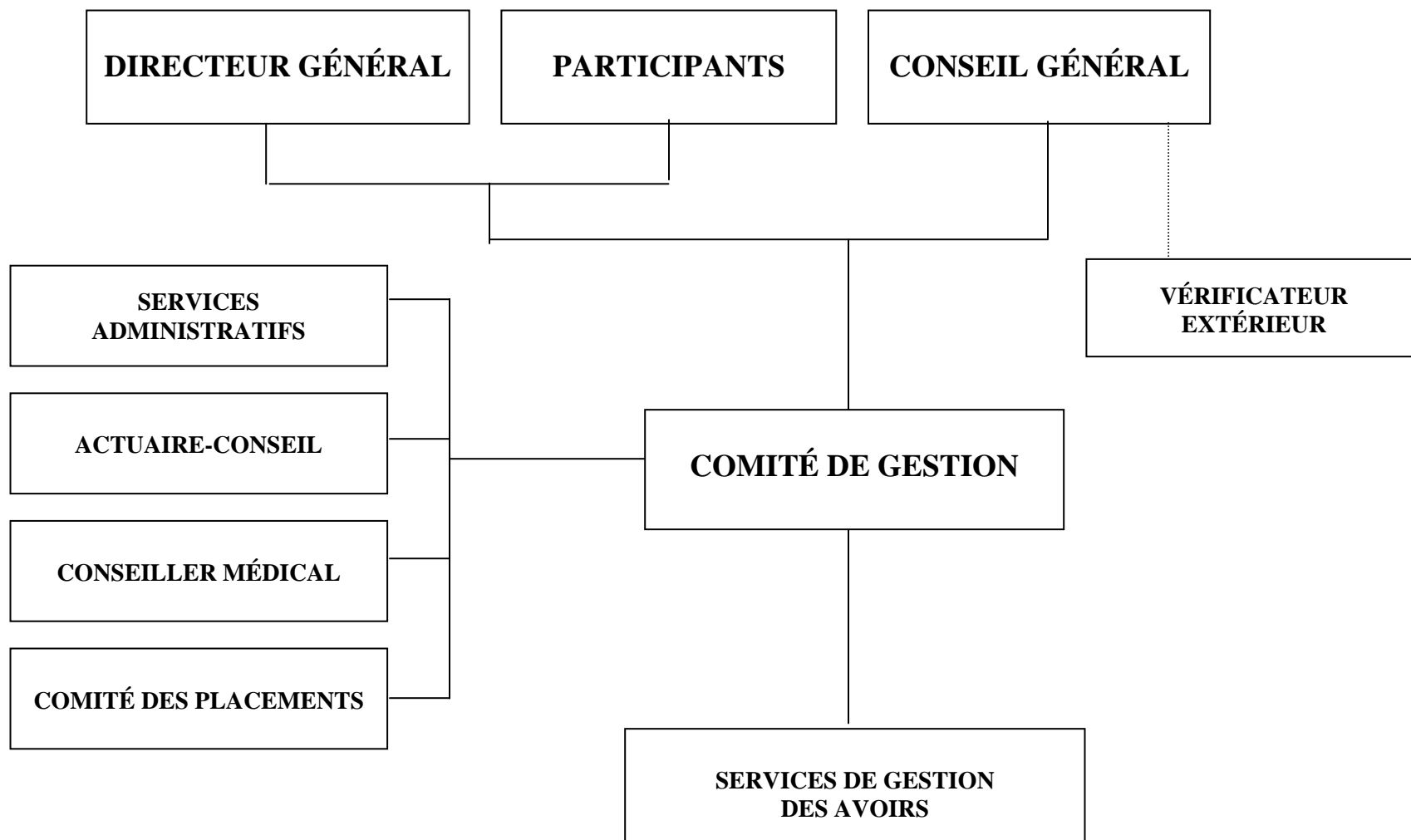
* Résultat depuis l'ouverture (10 octobre 2002).

APPENDICE C

**TAUX DE CHANGE UTILISÉS POUR L'ÉVALUATION
DES AVOIRS EN 2002**

Monnaie		Taux utilisés pour la clôture des comptes le 31 décembre 2002
Portefeuille géré par ING	€	1,4510
	\$EU	1,3827
	¥	0,0117
	£	2,2260
Portefeuille géré par Wellington	€	1,4510
	\$EU	1,3827
	¥	0,0117
	SKr	0,1587
	£	2,2260
	\$A	0,7786
	\$Can	0,8752
	\$HK	0,1773
	\$S	0,7972
	Nkr	0,1996
Portefeuille géré par BGI	\$EU	1,3827

STRUCTURE DU RÉGIME DES PENSIONS DE L'OMC



APPENDICE E

GLOSSAIRE

Charges à payer comprend les dépenses qui ont été engagées sans être payées au cours de l'exercice.

Cotisations à recevoir désigne les cotisations exigibles pour la période de cotisation de 2002 mais qui ont été versées après le 31 décembre 2002.

Frais actuariels comprend les honoraires facturés par l'actuaire-conseil pour la prestation de services actuariels.

Frais administratifs comprend les frais engagés pour l'administration générale du Régime des pensions.

Frais de gestion comprend les honoraires versés aux gestionnaires de fonds pour la gestion des portefeuilles de l'OMC. En 2002, ces frais se sont élevés à 124 363 francs suisses en ce qui concerne BGI, à 102 727 francs suisses en ce qui concerne ING, à 171 646 francs suisses pour ce qui est de Wellington et à 217 830 francs suisses dans le cas de la Northern Trust.

Frais de vérification comprend les honoraires facturés par le vérificateur extérieur pour la vérification des comptes de 2001.

Impôt à la source récupérable désigne l'impôt perçu à la source par les autorités helvétiques, qui est récupérable après le 31 décembre 2002.

Intérêts sur les validations désigne les intérêts versés au titre de l'article 20 d) du Statut du Régime des pensions.

Prestations à verser aux participants comprend les prestations à verser qui n'ont pas été payées au cours de l'exercice. Depuis 2002, ces montants figurent dans l'évaluation actuarielle et ne sont plus indiqués dans le bilan.

Provision pour frais de fonctionnement désigne la réserve constituée pour couvrir les frais de fonctionnement qui ne sont pas actuellement à la charge du Régime.

Réévaluation monétaire désigne les pertes de change sur le compte en dollars EU au Crédit Suisse.

Transfert d'autres organisations désigne un montant reçu en application de l'accord de transfert conclu avec la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Validation à recevoir désigne un montant exigible pour une validation demandée en 2002 mais reçue après le 31 décembre 2002.

ANNEXE 1

Principes en matière de placements

1. En vertu de l'article 13 du Statut du régime des pensions et de la règle A.9 du Règlement intérieur, le Comité de gestion est chargé de veiller à la sécurité des placements de tous les avoirs du Régime, de formuler la politique en matière de placements après avoir pris l'avis de spécialistes et de désigner des gestionnaires de placements pour mettre en œuvre cette politique.
2. La stratégie de placement du Régime repose sur une répartition des avoirs permettant d'obtenir une capitalisation suffisante pour couvrir les engagements du Régime à long terme. Il s'agit d'établir un juste équilibre entre la maximisation du rendement des avoirs du Régime et le maintien d'un niveau de risque raisonnable. La stratégie vise à atteindre un taux de rendement à long terme de 3,5 pour cent déduction faite de l'inflation, hypothèse sur laquelle l'étude de faisabilité et les taux de cotisations au Régime étaient initialement fondés.
3. Étant donné que le Régime devrait avoir une plus grande marge de manœuvre en ce qui concerne sa stratégie de placement à moyen terme, c'est-à-dire pendant la période où le montant des cotisations devraient dépasser le montant des prestations, et que la réalisation des objectifs de régime peut être facilitée par le placement dans des avoirs aussi bien étrangers que suisses, le Comité de gestion a adopté la répartition des avoirs ci-après, comme il est indiqué dans le document WTOPP(99)14, Section 1:

0% - 5%	Obligations suisses
15% - 20%	Obligations étrangères
10% - 15%	Actions suisses
50% - 70%	Actions étrangères

4. À sa sixième réunion tenue le 29 juin 1999 (document WTOPP(99)26/Rev.2, paragraphe 18), le Comité de gestion a adopté la stratégie de placement suivante:

	Obligations Suisse	Obligations Monde	Actions Suisse	Actions Monde, dont Europe	Actions Europe
Part relative	16%	16%	13%	42%	13%
Part absolue (en millions de francs suisses)	25	25	20	65	20
Mandat de gestion active	-	-	-	2	-
Mandat de gestion passive	1	1	1	-	1

(Signé)

S.E. M. Stefán Jóhannesson
Président

Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC

(Signé)

Robert Luther
Secrétaire

Régime des pensions de l'OMC

ANNEXE 2

Définition des principes comptables importants

1. Conformément à l'article 14 a) du Statut du Régime des pensions, l'unité de compte du Régime des pensions est le franc suisse. Pour des raisons pratiques, les taux de change effectivement pratiqués pour les opérations de l'ONU sont utilisés pour convertir les autres monnaies en francs suisses, sauf dans le cas des portefeuilles de placements pour lesquels les taux indiqués à l'Appendice C ont été utilisés aux fins de l'évaluation.
2. L'exercice comptable va du 1^{er} janvier au 31 décembre.
3. Conformément à l'article 13 du Statut du Régime et à la règle A.8 du Règlement intérieur, le Comité de gestion est chargé d'assurer la sécurité et la probité financières du Régime et en particulier le maintien de l'équilibre actuariel, les contrôles financiers et la tenue des comptes.
4. Conformément à l'article 5 e) du Statut du Régime et à la règle C.1 du Règlement intérieur, le vérificateur extérieur des comptes, à savoir le vérificateur extérieur des comptes de l'OMC, procède chaque année à la vérification des comptes du régime. Les dispositions du chapitre XI ("Vérification extérieure des comptes") et l'appendice ("Mandat additionnel régissant la vérification extérieure des comptes") du Règlement financier de l'OMC s'appliquent *mutatis mutandis* à la vérification des comptes.

(Signé)

S.E. M. Stefán Jóhannesson
Président

Comité de gestion du Régime des pensions de l'OMC

(Signé)

Robert Luther
Secrétaire

Régime des pensions de l'OMC
